



HAL
open science

Les gravures de Foz Côa comme laboratoire d'analyse sociologique

Maria Eduarda Gonçalves

► **To cite this version:**

Maria Eduarda Gonçalves. Les gravures de Foz Côa comme laboratoire d'analyse sociologique. Cahier des thèmes transversaux ArScAn, 2002, II, pp.225-226. hal-02100718

HAL Id: hal-02100718

<https://hal.science/hal-02100718>

Submitted on 16 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les gravures de Foz Côa comme laboratoire d'analyse sociologique

Maria Eduarda Gonçalves (Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa,
Lisbonne)

Dès l'origine (1994-1995), le cas de Foz Côa s'est présenté comme un riche laboratoire d'analyse sociologique¹. La révélation publique de la découverte de gravures rupestres dans la Vallée du Côa, en novembre 1994, a en effet déclenché des dynamiques sociales et politiques jusqu'alors inconnues au Portugal. Ces dynamiques reflétaient l'image d'un pays en transition entre tradition et modernité. On avait, d'une part, une culture fermée avec un degré de participation publique faible : l'avis des scientifiques jouait un rôle marginal dans les décisions politiques, et le modèle de développement était essentiellement industrialiste. D'autre part, la population se révélait capable de se mobiliser pour défendre l'environnement et le patrimoine : le recours à l'avis des scientifiques s'institutionnalisait, et des projets de développement, conciliant économie et culture, étaient mis en œuvre.

Le processus de la prise de décision, en 1993, par le gouvernement de faire construire un barrage hydroélectrique à Foz Côa était conforme à l'exercice traditionnel du pouvoir politique et administratif du Portugal. Cette décision était à la fois autoritaire, peu transparente et fermée aux débats. Elle s'appuyait sur un plan de barrages remontant aux années 1940, et fut mise en application avec une certaine inertie institutionnelle. Les intérêts et la puissance de l'entreprise publique responsable du projet, l'EDP (Electricité du Portugal), avaient conduit l'évaluation d'impact environnemental (EIE) du barrage à n'être qu'un exercice symbolique : de fait, l'évaluation d'impact n'avait jamais été envisagée comme pouvant être susceptible de remettre en cause la construction du barrage. Ce contexte permet de comprendre le sort qui a été réservé à l'étude archéologique réalisée dans le cadre de l'EIE, par un expert sous-contracté par l'EDP : ses conclusions n'ont pas été soumises à discussion à l'intérieur de la communauté scientifique, et ses recommandations sont restées lettre morte.

Dans ces circonstances, la consultation publique (conduite dans le cadre de l'EIE) n'a pas permis de véritable débat public sur le projet et ses conséquences. La population locale ne s'est donc que très faiblement mobilisée ; ce qui a été interprété, par les autorités, comme l'acceptation tacite du barrage. Un signe supplémentaire des limites de la procédure – tant sur le plan de ses fondements scientifiques que sur celui de sa représentativité – a été l'absence des archéologues du processus de consultation, en dépit des données archéologiques mises au jour, mais sans grande publicité, par l'EIE. A elle seule, la carence scientifique de l'EIE confirmait la position marginale et subordonnée de la science archéologique.

Une fois rendue publique, la découverte des gravures rupestres, des dynamiques sociales et politiques inhabituelles se sont mises en action. Des archéologues se sont engagés activement dans une lutte pour suspendre la construction du barrage, et obtenir des conditions qui permettent d'étudier les vestiges archéologiques. Ils ont également mobilisé des collègues étrangers, des journalistes et des forces politiques – y compris le président de la République, Mário Soares. Un vaste mouvement social s'est alors mis en campagne pour la défense des gravures. Un débat public intense et médiatique, opposant défenseurs du patrimoine et défenseurs du barrage (essentiellement le gouvernement et l'EDP), s'est déroulé tout au long de l'année 1995. Étonnamment, en dépit de leur faiblesse institutionnelle (surtout si on la compare au poids politique de l'EDP), les archéologues ont réussi à influencer le gouvernement élu en octobre 1995, qui a

¹ Un projet de recherche multidisciplinaire intitulé « Science, politique et développement : le cas des gravures rupestres de Foz Côa » a été réalisé à l'Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa (ISCTE) de Lisbonne, entre 1997 et 1999, avec le soutien du programme PRAXIS XXI de la Fondation portugaise pour la science et la technologie. Un livre contenant les résultats de ce projet vient d'être publié, en langue portugaise (*O Caso de Foz Côa: Um Laboratório de Análise Sociopolítica*), coordonné par Maria Eduarda Gonçalves, Lisboa, Edições 70, 2001.

Identités culturelles

décidé la suspension des travaux de construction du barrage. Les autorités ont même reconnu le besoin de poursuivre des recherches sur le patrimoine archéologique de la région, permettant ainsi d'éliminer les doutes qui pesaient encore sur l'antiquité et la valeur des gravures rupestres. L'opinion des archéologues a finalement servi de base à la décision d'abandon du projet du barrage. À plusieurs titres, cette décision a été historique : elle a contrarié le style dominant des rapports entre science et pouvoir au Portugal, et contrecarré également l'option de développement uniquement industriel qui avait jusqu'alors dominé, la remplaçant par une option de développement basé sur l'exploration du patrimoine culturel.

Les développements du comportement des archéologues, de la sensibilité envers le patrimoine et des options économiques

La mobilisation des archéologues portugais s'explique, paradoxalement, par leur fragilité intrinsèque : leur absence de moyens et de reconnaissance sur le plan national – que l'EIE du barrage avait confirmé ostensiblement – était devenue peu à peu contradictoire à l'assurance et la confiance en soi qui accompagnaient l'insertion progressive de la communauté archéologique portugaise dans les réseaux internationaux. Les archéologues ont vu, dans les événements de Foz Côa, une occasion historique de promouvoir la revendication, déjà ancienne, de leur statut professionnel.

Le mouvement populaire peut, quant à lui, être interprété comme l'expression de la sensibilité croissante du public portugais (celle de ses composantes les plus illustres et les plus jeunes, en particulier) aux valeurs de l'environnement et de la culture – un effet de la démocratisation et de l'« européanisation » du pays, en quelque sorte. La défense des gravures rupestres est apparue, à beaucoup de journalistes, comme une cause mobilisatrice, aussi bien sur le plan culturel que sur celui de l'éthique. Il faut rappeler ici que le gouvernement subissait alors un désaveu croissant, du fait de l'autoritarisme qu'il mettait dans son exercice du pouvoir.

L'une des conséquences de la controverse de Foz Côa, fut la modification des frontières entre science archéologique et pouvoir politique : les archéologues ont, en effet, conquis plus d'autonomie et plus de possibilités d'intervention. Des institutions ont été créées, qui ont favorisé le développement de la recherche archéologique, la protection du patrimoine et son exploitation économique : l'Institut portugais d'archéologie (IPA), le Centre national d'art rupestre (CNART), situé à Vila Nova de Foz Côa et le Parc archéologique de la vallée du Côa (PAVC). La loi sur les EIE (de mai 2000) prévoit dorénavant la participation de représentants de l'IPA dans les commissions d'évaluation lorsque les travaux se situent dans des régions sensibles du point de vue des monuments nationaux ou d'autres biens d'intérêt public. C'est cette évolution qui explique que les archéologues se réfèrent aujourd'hui à un « âge a.c. » (avant le Côa) et à un « âge d.c. » (après le Côa). L'archéologie a également conquis une place dans la société. L'intérêt du public envers les événements archéologiques s'est accru. Ces événements occupent désormais une place régulière dans les médias.

L'aboutissement du cas de Foz Côa a souvent été présenté comme une « victoire » des archéologues. À notre avis, leurs revendications n'auraient pu acquérir de légitimité politique, sans la légitimité sociale dont elles ont bénéficié et le développement d'une nouvelle perception sociale du patrimoine archéologique. Ce fut, avant tout, la force du mouvement social qui a déterminé les options politiques du nouveau gouvernement.

Le cas du Foz Côa est-il *atypique* ou *exemplaire* du contexte de la société portugaise ? Nous suggérons que si, dans un premier temps, le cas fut d'abord atypique (puisqu'il s'opposait à un certain nombre de traits tenus pour caractéristiques de la société portugaise), il est devenu par la suite exemplaire. En effet, il a mis en évidence les tendances nouvelles des rapports entre science et pouvoir, entre société et patrimoine, entre économie et culture. On constate que, après Foz Côa, la valorisation du patrimoine culturel s'est affirmée et généralisée ; le recours à l'avis des scientifiques par les décideurs est aujourd'hui de plus en plus fréquent, et le débat public est devenu pratique courante.

Les processus de transformation de la société portugaise qui se sont déclenchés dans les années 1970, avec la démocratisation politique et, dans les années 1980, avec l'adhésion à la Communauté européenne, ont en quelque sorte convergé dans le Foz Côa. Ce cas s'est transformé, dans les années 1990, en une référence majeure, à la fois dans le discours des archéologues et le discours politique.